

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Chine > Déploiement mondial (Chine) > L'expansion militaire (Chine) > **Washington resserre l'étau autour de la Chine. « Dans ce siècle, la (...)**

Washington resserre l'étau autour de la Chine. « Dans ce siècle, la planète a-t-elle besoin d'une nouvelle guerre froide ? »

mardi 14 juin 2022, par [KLARE Michael T.](#) (Date de rédaction antérieure : 20 janvier 2022).

Le mot « encerclement » n'apparaît pas dans le National Defense Authorization Act (NDAA) de 2022 [Loi d'autorisation de la défense nationale], promulgué par le président Joe Biden le 27 décembre 2021, ni dans d'autres déclarations récentes de l'administration concernant sa politique étrangère et militaire. Le terme classique d'« endiguement » de l'époque de la guerre froide n'est pas non plus mentionné. Pourtant, les principaux dirigeants étatsuniens sont parvenus à un consensus sur une stratégie visant à encercler et à contenir la récente grande puissance, la Chine, au moyen d'alliances militaires hostiles, afin de contrecarrer son accession au statut de superpuissance à part entière.

Le gigantesque projet de NDAA pour 2022 – adopté avec l'appui massif des deux partis – fournit un plan détaillé pour entourer la Chine d'un réseau potentiellement étouffant de bases américaines, de forces militaires et d'Etats partenaires de plus en plus militarisés. L'objectif est de permettre à Washington d'enfermer l'armée de ce pays à l'intérieur de son propre territoire et de paralyser potentiellement son économie en cas de crise future. Pour les dirigeants chinois, qui ne peuvent certainement pas tolérer d'être encerclés de la sorte, c'est une invitation ouverte à... – eh bien, il n'y a pas de raison de ne pas être direct –...se battre pour sortir de l'enfermement.

Comme tous les projets de loi sur la « défense » qui l'ont précédé, le NDAA 2022, d'un montant de 768 milliards de dollars, est truffé de cadeaux plus que généreux aux firmes d'armement pour les armes préférées du Pentagone. Cela inclut les chasseurs à réaction F-35, les sous-marins de classe Virginia [SSN 774, sous-marins nucléaires d'attaque], les destroyers de classe Arleigh Burke et un large assortiment de missiles guidés. Mais comme l'a noté le Comité des forces armées du Sénat dans un résumé du projet de loi, ce dernier comprend également une série d'allocations budgétaires ciblées et d'initiatives politiques visant à encercler, contenir et, un jour, potentiellement dominer la Chine. Parmi celles-ci, on trouve 7,1 milliards de dollars supplémentaires pour la Pacific Deterrence Initiative

[Initiative de dissuasion dans le Pacifique-PDI], un programme lancé l'année dernière dans le but de renforcer les forces étatsuniennes et alliées dans le Pacifique.

Il ne s'agit pas d'éléments isolés dans ce projet de loi comportant 2186 pages. La Loi d'autorisation comprend une mesure « non contraignante du Congrès » [toutefois adoptée par les deux instances législatives] axée sur « les alliances et les partenariats de défense dans la région indo-pacifique », qui fournit un plan conceptuel pour une telle stratégie d'encerclement. En vertu de cette mesure, le secrétaire à la Défense est tenu de « renforcer les alliances et les partenariats de défense des Etats-Unis dans la région indo-pacifique afin de promouvoir l'avantage comparatif des Etats-Unis dans la concurrence stratégique avec la République populaire de Chine », ou RPC.

Le fait que la Loi d'autorisation de la défense nationale de 2022 ait été adoptée sans opposition significative à la Chambre et au Sénat suggère que le soutien à ces mesures et à des mesures semblables est fort dans les deux partis. Certains démocrates progressistes avaient en effet cherché à réduire le montant des dépenses militaires, mais leurs collègues des Comités des forces armées de la Chambre des représentants et du Sénat ont préféré voter une augmentation de 24 milliards de dollars supplémentaires en faveur de l'enveloppe déjà faramineuse allouée cette année au Pentagone - spécifiquement pour mieux contenir (ou combattre) la Chine. La majeure partie de cet argent supplémentaire des contribuables sera consacrée à la fabrication de missiles hypersoniques et d'autres armements sophistiqués « destinés » à la RPC, ainsi qu'à l'intensification des exercices militaires et de la coopération en matière de sécurité dans la région avec les alliés des Etats-Unis.

Pour les dirigeants chinois, il ne peut y avoir aucun doute sur la signification de tout cela : quoi que Washington puisse dire sur la compétition pacifique, l'administration Biden, comme l'administration Trump avant elle, n'a aucune intention de permettre à la RPC d'atteindre la parité avec les Etats-Unis sur la scène mondiale. En fait, elle est prête à employer tous les moyens, y compris la force militaire, pour empêcher que cela ne se produise. Pékin n'a donc que deux choix : succomber à la pression des Etats-Unis et accepter un statut de second rang dans les affaires mondiales ou défier la stratégie d'endiguement de Washington. Il est difficile d'imaginer que les dirigeants actuels de ce pays acceptent le premier choix, tandis que le second, s'il était adopté, conduirait certainement, tôt ou tard, à un conflit armé.

L'attrait de l'encerclement

L'idée d'entourer la Chine d'une chaîne de puissances hostiles a, en fait, été présentée pour la première fois comme une politique officielle durant les premiers mois de l'administration du président George W. Bush [2001-2009]. A l'époque, le vice-président Dick Cheney et la conseillère à la Sécurité nationale [National Security Advisor] Condoleezza Rice se sont attelés à la mise en place d'un système d'alliances anti-chinoises en Asie, en suivant les lignes directrices énoncées par Condoleezza Rice dans un article paru en janvier 2000 dans *Foreign Affairs*. Elle y mettait en garde contre les efforts de Pékin visant à « modifier l'équilibre des forces en Asie en sa faveur » - une volonté à laquelle les Etats-Unis doivent répondre en approfondissant « leur coopération avec le Japon et la Corée du Sud » et en « maintenant leur engagement à assurer une présence militaire robuste dans la région ». Ils devraient, a-t-elle ajouté, « accorder une plus grande attention au rôle de l'Inde dans l'équilibre régional ».

En fait, cela a toujours fait partie des règles du jeu des Etats-Unis dans le monde, même si, pour l'équipe Bush, sa mise en œuvre s'est arrêtée brusquement le 11 septembre 2001, lorsque des extrémistes islamistes ont attaqué les tours jumelles de New York et le Pentagone à Washington, ce qui a conduit l'administration à déclarer une « guerre mondiale contre le terrorisme ».

Ce n'est qu'une décennie plus tard, en 2011, que le Washington officiel est revenu à la stratégie Rice-Cheney consistant à encercler la Chine et à atténuer ou supprimer sa puissance croissante. En novembre de cette année-là, dans un discours devant le Parlement australien, le président Barack Obama [2009-2017] a annoncé un « pivot vers l'Asie » des Etats-Unis - une volonté de restaurer la domination de Washington dans la région, tout en engageant ses alliés sur place dans un effort intensifié pour contenir la Chine. « Comme président, j'ai [...] pris une décision délibérée et stratégique », a déclaré Obama à Canberra. « En tant que nation du Pacifique, les Etats-Unis joueront un rôle plus important et à long terme dans le façonnement de cette région et de son avenir.[...] Alors que nous mettons fin aux guerres actuelles [au Moyen-Orient], j'ai demandé à mon équipe chargée de la sécurité nationale de faire de notre présence et de notre mission en Asie-Pacifique une priorité absolue. »

Comme l'équipe Bush avant elle, cependant, l'administration Obama a été prise de court par les événements au Moyen-Orient, plus précisément par la prise de contrôle en 2014 de parties importantes de l'Irak et de la Syrie par l'Etat islamique, et a donc été contrainte de suspendre son attention sur le Pacifique. Ce n'est que dans les dernières années de l'administration Trump que l'idée d'encercler la Chine est redevenue prééminente dans la pensée stratégique étatsunienne.

Dirigé par le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, l'effort de Trump s'est avéré beaucoup plus substantiel, impliquant le renforcement des forces étatsuniennes dans le Pacifique, des liens militaires plus étroits avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, et une intensification des relations avec l'Inde. Mike Pompeo a également ajouté plusieurs nouveaux éléments à l'ensemble : une alliance « quadrilatérale » entre l'Australie, l'Inde, le Japon et les Etats-Unis (surnommée le « Quad »), des liens diplomatiques accrus avec Taïwan et la diabolisation explicite de la Chine en tant qu'ennemi des valeurs occidentales.

Lors d'un discours prononcé en juillet 2020 à la bibliothèque présidentielle Richard Nixon, Mike Pompeo a exposé de manière très claire la nouvelle politique en direction de la Chine. Pour empêcher le Parti communiste chinois (PCC) de démolir « l'ordre fondé sur des règles que nos sociétés ont eu tant de mal à construire », a-t-il déclaré, nous devons « tracer des lignes communes dans le sable qui ne peuvent être balayées par des marchandages ou des louanges venant du PCC ». Pour ce faire, il faut non seulement renforcer les forces étatsuniennes en Asie, mais aussi créer un système d'alliance de type OTAN pour freiner la poursuite de la progression de la Chine.

Mike Pompeo a également lancé deux initiatives anti-chinoises clés : l'institutionnalisation du Quad et l'élargissement des relations diplomatiques et militaires avec Taïwan. Le Quad, ou Quadrilateral Security Dialogue (dialogue de sécurité quadrilatéral) comme il est officiellement connu, avait initialement été formé en 2007 par le Premier ministre japonais Shinzo Abe (avec le soutien du vice-président Dick Cheney et des dirigeants de l'Australie et de l'Inde). Mais il était tombé en désuétude pendant des années. Il a toutefois été relancé en 2017 lorsque le Premier ministre australien Malcolm Turnbull [2015-2018] s'est joint à Abe, au Premier ministre indien Narendra Modi et à Donald Trump pour promouvoir une intensification des efforts visant à contenir la Chine.

En ce qui concerne Taïwan, Mike Pompeo a fait monter les enchères en approuvant l'envoi de missions diplomatiques dans sa capitale, Taipei, composées de hauts fonctionnaires, dont le secrétaire à la Santé Alex Azar et le sous-secrétaire d'Etat Keith Krach, les membres les plus haut placés d'une administration à se rendre sur l'île depuis 1979, date à laquelle Washington a rompu ses relations officielles avec son gouvernement. Les deux visites ont été vivement critiquées par les responsables chinois, qui y ont vu de graves violations des engagements pris par Washington envers Pékin dans le cadre de l'accord établissant des liens avec la RPC.

Joe Biden adopte le programme d'encercllement

En entrant à la Maison-Blanche, le président Biden a promis de revenir sur bon nombre des politiques impopulaires de son prédécesseur, mais la stratégie à l'égard de la Chine n'en faisait pas partie. En effet, son administration a adopté avec détermination le programme d'encercllement de Pompeo. Par conséquent, et c'est assez inquiétant, les préparatifs d'une éventuelle guerre avec la Chine sont désormais la priorité absolue du Pentagone, tout comme, pour le département d'Etat, la poursuite de l'isolement diplomatique de Pékin.

Dans le droit fil de cette perspective, le projet de budget 2022 [United States Department of Defense Fiscal Year 2022 Budget Request, de mai 2021] du ministère de la Défense affirme que « la Chine représente le plus grand défi à long terme pour les Etats-Unis » et que, par conséquent, « le département va faire de la Chine sa priorité et développer les concepts, capacités et plans

opérationnels appropriés pour renforcer la dissuasion et maintenir notre avantage compétitif ».

Entre-temps, en tant qu'instrument clé pour renforcer les liens avec les alliés dans la région Asie-Pacifique, l'administration Biden a soutenu l'Initiative de dissuasion dans le Pacifique de Trump [Pacific Deterrence Initiative-PDI]. Les dépenses proposées pour cette initiative ont été augmentées de 132% dans le projet de budget 2022 du Pentagone, passant de 2,2 milliards de dollars en 2021 à 5,1 milliards de dollars. Et si vous voulez mesurer cette décision en relation avec l'orientation face à la Chine, prenez en considération ceci : cette augmentation a été jugée insuffisante par les démocrates et les républicains du Congrès ; ils y ont ajouté 2 milliards de dollars supplémentaires.

Pour démontrer encore plus clairement l'engagement de Washington en faveur d'une alliance anti-chinoise en Asie, les deux premiers chefs d'Etat invités à la Maison-Blanche pour rencontrer le président Biden ont été le Premier ministre japonais Yoshi Suga et le président sud-coréen Moon Jae-in. Lors de ses entretiens avec eux, Biden a souligné l'importance des efforts conjoints pour contrer Pékin. A la suite de sa rencontre avec Yoshi Suga, par exemple, Joe Biden a publiquement insisté sur le fait que son administration était « déterminée à travailler ensemble pour relever les défis posés par la Chine... afin d'assurer un avenir dans une zone Indo-Pacifique libre et ouverte ».

Le 24 septembre 2021, pour la première fois, les dirigeants du Quad ont tous rencontré Biden lors d'un « sommet » à la Maison-Blanche. Bien que l'administration ait mis l'accent sur les initiatives non militaires dans son rapport officiel post-sommet, l'ordre du jour principal était, sans conteste possible, de renforcer la coopération militaire dans la région. Comme pour le souligner, Joe Biden a profité de l'occasion pour mettre en avant l'accord qu'il venait de signer avec le Premier ministre australien, Scott Morrison, afin de fournir à ce pays la technologie d'une nouvelle flotte de sous-marins à propulsion nucléaire - une initiative visant manifestement la Chine. Il convient également de noter que, quelques jours seulement avant le sommet, le gouvernement a formé une nouvelle alliance avec l'Australie et le Royaume-Uni, appelée AUKUS, qui vise elle aussi la Chine.

Enfin, Joe Biden a continué à multiplier les contacts diplomatiques et militaires avec Taïwan, dès le premier jour de son mandat, lorsque Hsiao Bi-khim, ambassadeur de facto de Taipei à Washington, a assisté à son investiture. « Le président Biden se tiendra aux côtés de ses amis et alliés pour faire progresser la prospérité, la sécurité et les valeurs que nous partageons dans la région Asie-Pacifique - et cela inclut Taïwan », avait alors déclaré un haut responsable de l'administration. D'autres contacts de haut niveau avec des responsables taïwanais, y compris des militaires, ont rapidement suivi.

Une « grande stratégie » d'endiguement

Jusqu'à présent, ce qui a manqué à toutes ces initiatives, c'est un plan d'ensemble pour freiner la montée en puissance de la Chine et assurer ainsi la suprématie permanente des Etats-Unis dans la région indo-pacifique. Les auteurs du NDAA de cette année se sont remarquablement concentrés sur cette lacune et plusieurs dispositions du projet de loi sont destinées à alimenter un tel plan. Il s'agit notamment d'une série de mesures visant à intégrer Taïwan dans le système de défense étatsunien entourant la Chine et d'une exigence de rédaction d'une « grande stratégie » d'ensemble pour contenir ce pays sur tous les fronts.

Une mesure « non contraignante du Congrès » (Sense of Congress) dans ce projet de loi fournit une orientation générale sur ces initiatives disparates, en stipulant une chaîne ininterrompue d'Etats sentinelles armés par les Etats-Unis - s'étendant du Japon et de la Corée du Sud dans le Pacifique Nord à l'Australie, aux Philippines, à la Thaïlande et à Singapour dans le Sud et à l'Inde sur le flanc oriental de la Chine - destinée à encercler et à contenir la République populaire. De manière assez inquiétante, Taïwan est également incluse dans le réseau anti-chinois projeté.

Le rôle futur imaginé de cette île dans ce plan stratégique émergent a été précisé dans une disposition intitulée « Sense of Congress on Taiwan Defense Relations ». Pour l'essentiel, cette mesure insiste sur le fait que la promesse faite par Washington en 1978 de mettre fin à ses liens militaires avec Taipei ainsi que l'accord ultérieur conclu entre les Etats-Unis et la Chine en 1982, qui engageait les Etats-Unis à réduire la qualité et la quantité de ses transferts d'armes vers Taïwan, ne sont plus valables en raison du « comportement de plus en plus coercitif et agressif » de la Chine envers l'île. En conséquence, la mesure préconise une coordination militaire plus étroite entre les deux pays et la vente à Taïwan de systèmes d'armes de plus en plus sophistiqués, ainsi que de la technologie nécessaire à la fabrication de certains d'entre eux.

Si l'on additionne tout cela, voici la nouvelle réalité des années Biden : l'île convoitée de Taïwan, située au large de la Chine continentale et revendiquée comme une province par la RPC, est en train de devenir, de facto, un allié militaire des Etats-Unis. Il ne pourrait y avoir d'attaque plus directe contre la position de fond de la Chine, à savoir que, tôt ou tard, l'île doit accepter de se réunir pacifiquement avec le continent ou faire face à une action militaire.

Le Congrès a également demandé au président d'élaborer une « grande stratégie » sur les relations entre les Etats-Unis et la Chine dans les neuf prochains mois, reconnaissant que les politiques énoncées dans le NDAA 2022 représentent un avertissement fondamental pour la sécurité de la Chine et face à son désir de jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Cette stratégie devrait comprendre une évaluation des objectifs mondiaux de ce pays et un inventaire des capacités économiques, diplomatiques et militaires dont les Etats-Unis auront besoin pour freiner son ascension. En outre, le Congrès demande à l'administration Biden d'examiner « les hypothèses et l'objectif ultime ou les objectifs ultimes de la stratégie des États-Unis au niveau mondial et dans la région indo-pacifique en ce qui concerne la République populaire de Chine ». Aucune explication n'est donnée quant à la signification de « l'objectif ultime ou les objectifs ultimes ». Il est toutefois facile d'imaginer que les auteurs de cette demande avaient en tête l'effondrement potentiel du gouvernement communiste chinois ou une certaine forme de guerre entre les deux pays.

Comment les dirigeants chinois vont-ils réagir à tout cela ? Personne ne le sait encore, mais le président Xi Jinping a donné au moins un aperçu de ce que pourrait être cette réaction dans un discours prononcé le 1^{er} juillet à l'occasion du 100^e anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois. « Nous ne permettrons jamais à aucune force étrangère de nous intimider, de nous opprimer ou de nous soumettre », a-t-il déclaré, alors que défilaient les chars, les fusées et les missiles les plus récents de la Chine. « Quiconque tenterait de le faire se retrouverait sur une trajectoire de collision avec une grande muraille d'acier forgée par plus de 1,4 milliard de Chinois. » Bienvenue dans la nouvelle guerre froide du XXI^e siècle sur une planète qui a désespérément besoin d'autre chose.

Michael Klare est professeur émérite d'études sur la paix et la sécurité mondiale au Hampshire College et chercheur invité senior à l'Arms Control Association. Il est l'auteur de 15 livres, dont le dernier s'intitule *All Hell Breaking Loose : The Pentagon's Perspective on Climate Change* (Metropolitan Books, 2019). Il est l'un des fondateurs du [Committee for a Sane U.S.-China Policy](#).

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Article publié sur le site *Tom Dispatch*, le 13 janvier 2022 ; traduction rédaction *A l'Encontre*

<https://alencontre.org/laune/washington-resserre-letau-autour-de-la-chine-dans-ce-siecle-la-planete-a-t-elle-besoin-dune-nouvelle-guerre-froide.html>